



La situation économique des élevages de porcs français

Résultats 2005

Après plusieurs années de crise et une année 2004 juste moyenne, 2005 a conforté l'amélioration des résultats des élevages de porc français. Les résultats de GTTT, GTE et Tableau de Bord sont publiés dans *Porc Performances 2005*, que l'IFIP vient d'éditer, et sont disponibles sur www.ifip.asso.fr. L'article suivant en donne une analyse détaillée, en les croisant avec d'autres informations (évolution des marchés, données des centres comptables). Si la situation est meilleure, confirmée par le début de 2006, un avenir serein nécessite que marchés et performances poursuivent leur amélioration.

Les marchés du porc et de l'aliment

Prix du porc : marché plus rémunérateur

En hausse de 3,7 % par rapport à l'année précédente, le prix moyen du porc charcutier perçu par les éleveurs a atteint 1,32 euro en 2005, une valeur très proche de la moyenne des cinq années précédentes soit 1,33 euro/kg. Sur cette

période, les valeurs annuelles extrêmes du prix du porc s'étaient situées entre 1,60 €/kg (2001) et 1,19 euro/kg (2003). L'essentiel de l'amélioration vient du marché : le prix de base au Cadran a ainsi progressé de 1,129 euro/kg en 2004 à 1,159 euro/kg en 2005.

La stabilité de la production et la bonne tenue des exportations, tant au plan européen que national, ont soutenu l'amélioration des prix du porc en 2005.

Tableau 1 : Prix du porc et de l'aliment

En euros	2002	2003	2004	2005	Évolutions (en %)	
					04/03	05/04
Prix du porc (par kg carcasse) (1)	1,255	1,194	1,276	1,323	+7	+4
Prix de vente du porcelet						
- au sevrage (par tête)/2	30,0	29,3	30,6	32,8	+4	+7
- traditionnel (par kg) (3)	1,739	1,690	1,702	1,788	+1	+5
Prix d'achat de l'aliment (par tonne) (4)	167	160	170	150	+6	-12
Prix d'achat de l'aliment (par tonne) (5)	170	164	173	153	+5	-12

(1) Perçu par les naisseurs-engraisseurs, livraisons sur l'année civile, (2) Perçu par les naisseurs vendant au sevrage

(3) Perçu par les naisseurs traditionnels, (4) Tous aliments porc charcutier, toutes origines

(5) Tous aliments porc charcutiers, origine industrielle (livraisons sur l'année civile)

Source : GTE, IFIP

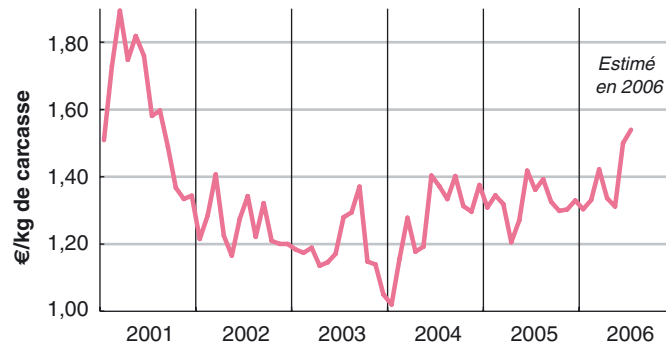
Résumé

Le prix du porc a légèrement augmenté en 2005 et le prix de l'aliment a baissé plus sensiblement. Ces deux évolutions permettent une amélioration de la marge des élevages. Celle-ci est confortée par des résultats techniques, meilleurs dans l'ensemble (productivité des truies en hausse, indice de consommation plus faible, pertes d'animaux en léger recul). Le coût de revient des élevages naisseurs-engraisseurs mesuré par le Tableau de Bord recule de 1,32 € en 2004 à 1,25 €. Mais les résultats économiques restent très variables selon les orientations et les élevages. En moyenne, ils sont à peine au-dessus de la tendance des années précédentes. Ils ne permettent donc pas un assainissement de tous les élevages. La question reste posée de l'adaptation des installations pour permettre une valorisation de tout le potentiel technique.

Brigitte BADOUARD
Alexia AUBRY
Claudie GOURMELEN
Hervé MAROUBY
Christine ROGUET
Michel RIEU



Figure 1 : Évolution du prix du porc charcutier perçu par les éleveurs en France, prix moyen mensuel observé en GTE



Source : IFIP, d'après GTE

Après une chute des prix au premier trimestre 2005, la reprise des cours s'est affirmée à partir de juin. L'été a ainsi été beaucoup plus satisfaisant. Malgré une correction à la baisse en septembre, les cours sont ensuite restés assez stables de mi-septembre à décembre.

Union européenne : exportation record

A 21,2 millions de tonnes (près de 241 millions de têtes), la production de viande porcine de l'Union à 25 est restée quasiment identique à celle de l'année précédente (-0,6 %), situation résultant de fortes disparités entre pays. Le Danemark a poursuivi sa croissance (+4,5 %). L'Allemagne a augmenté son offre de 3,9 %. L'Espagne et les Pays-Bas (autour de 1,5 %) ont aussi enregistré des évolutions positives. Parmi les autres principaux pays, la production s'est stabilisée au Royaume-Uni, a marqué un tassement en France et s'est repliée en Italie et en Belgique. Elle s'est nettement affaiblie dans les nouveaux états-membres (-4 %), y compris en Pologne (-1,7 %), principal producteur parmi les nouveaux arrivants et désormais quatrième de l'UE en tonnage.

Les exportations européennes de viande porcine, à 1,62 millions de tonnes équivalent-carcasse, en progression de 9,5 % sur l'année

précédente, ont bénéficié d'une bonne demande internationale. Elles ont représenté près de 8% des quantités produites.

France : tassement de la production, solde des échanges en hausse

En 2005, la production de viande porcine en France s'est érodée de 0,7 % par rapport à l'année précédente, à 2,313 millions de tonnes. Les abattages ont reculé plus sensiblement, de 1,9 % en nombre d'animaux et de 1,6 % en tonnes, les poids d'abattage ayant légèrement augmenté.

Les exportations d'animaux vivants destinés à l'abattage ont en effet doublé, passant à 460 000 têtes tandis que les importations restaient assez stables à 127 000 têtes de porcs charcutiers, essentiellement originaires d'Espagne.

Les exportations de viandes et produits du porc se sont stabilisées à 622 000 tonnes équivalent carcasse (hors animaux vivants). Les ventes se sont accrues à destination de l'Union européenne (notamment vers la Grèce, l'Italie et les Pays-Bas). En revanche, elles ont reculé de 8 % vers les pays tiers (137 000 tonnes). La baisse des expéditions vers la Russie et vers le Japon a été amortie par des ventes accrues à la Corée du sud et à la Roumanie.

Les importations, originaires d'Espagne pour presque la moitié des volumes totaux, ont progressé de moins de 1 %, à 513 000 tonnes.

La consommation intérieure a connu un nouveau recul, -1 %. Le taux d'autosuffisance, mesurant le rapport entre la production et la consommation, a légèrement progressé, à un peu plus de 107 %.

Recul sensible du prix de l'aliment

Plus cher de 5 % en 2004, suite aux effets de la sécheresse sur les récoltes 2003, le prix de l'aliment payé par les éleveurs a enregistré en 2005 une baisse très appréciable : -12 % en moyenne annuelle.

Après des niveaux élevés en 2004, les prix du blé ont affiché une décrue sensible, de 17 % par

En 2005, la production de viande porcine en France s'est érodée.

Les exportations d'animaux vivants destinés à l'abattage ont doublé tandis que les importations restaient assez stables.

Figure 2 : Évolution du prix de l'aliment porc charcutier payé par les éleveurs en France, « Aliment IFIP » : prix moyen mensuel observé en GTE



Source : IFIP, d'après GTE



rapport à l'année précédente en moyenne annuelle. Confortées par une récolte record en 2004 en France et dans l'UE, les disponibilités céréalières sont restées abondantes au cours des deux dernières campagnes, faisant pression sur les cours. La moindre récolte en 2005 et la bonne tenue des exportations ont conduit à un réajustement modéré à la hausse au deuxième semestre 2005.

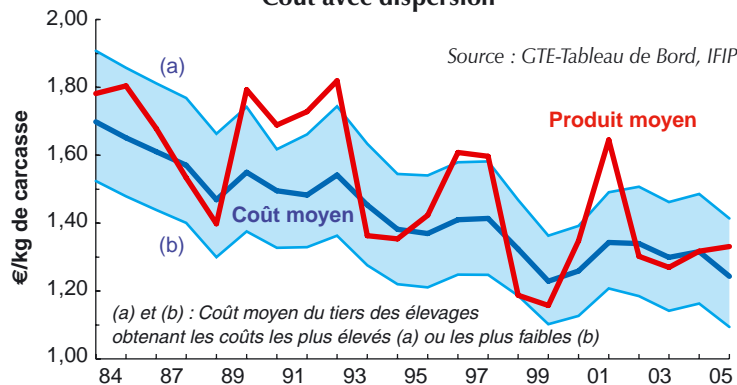
L'année 2005 a également offert un décrochage bénéfique des cours des sources azotées (-9 % en moyenne annuelle pour le tourteau de soja). La progression de l'offre mondiale de graines de soja, tirée par une forte récolte aux États-Unis en 2004 et en 2005 a pesé sur les cours internationaux des tourteaux. L'offre de tourteaux de colza s'est accrue en France et dans l'UE. En revanche, la récolte française de protéagineux a continué de se réduire, de 17 % en un an.

Coûts de revient en légère baisse

Le coût de revient moyen observé dans les dispositifs de suivi des résultats d'élevages de l'IFIP a baissé de 5,5 % entre 2004 et 2005, passant de 1,32 à 1,24 €/kg de carcasse, pour les naisseurs-engraisseurs.

La baisse du coût de revient par rapport à 2004 est essentielle-

Figure 3 : Évolution du produit et du coût de revient des élevages français de porcs, naisseurs-engraisseurs. Coût avec dispersion



ment imputable à la baisse de 10 % du coût alimentaire. Même si la situation de 2004 était particulière, par rapport à une valeur moyenne 2000-2004, la baisse du coût alimentaire en 2005 reste de 7 %.

Les charges diverses, regroupant essentiellement les charges opérationnelles, hormis aliment, et les charges de reproduction ont progressé de 6,8 cts/kg de carcasse soit une augmentation de 6 %. Parmi ces charges, la progression des achats de petits matériels et du poste entretien est notable. La meilleure conjoncture a permis de consacrer plus de moyens à ce poste ou la dégradation des installations rendait cet effort indispensable. Par contre, une baisse des dépenses de santé est perceptible : chez les naisseurs-engraisseurs, elles sont passées de 5,9 à 5,1 cts €/kg de carcasse, soit une diminution de 14 %.

Cumulées, les charges d'amortissements et les frais financiers ont baissé de 1 ct/kg de carcasse.

Chez les naisseurs vendant les porcelets au sevrage, le coût de revient moyen a progressé de 1 % entre 2004 et 2005. La baisse de 8 % du coût alimentaire, entraînant une diminution de ce poste de 1,15 euro/porcelet, a été contrecarrée par l'augmentation des autres charges opérationnelles (charges de reproduction et autres charges diverses : énergie, dépenses de santé, petit matériel). Celles-ci représentent au total 24 % du coût de revient et leur augmentation pénalise le coût de revient de 1,21 euro/porcelet. Par ailleurs, les charges de main d'œuvre ont progressé (+3 %), alors que la productivité des truies et celle du travail se sont améliorées : 20,8 porcelets produits et 14,7 h/truie présente /an en 2005 contre

La baisse du coût de revient est essentiellement imputable à la baisse de 10 % du coût alimentaire.

Tableau 2 : Composition des coûts de revient des élevages naisseurs-engraisseurs français, avec dispersion, en euro par kg de carcasse

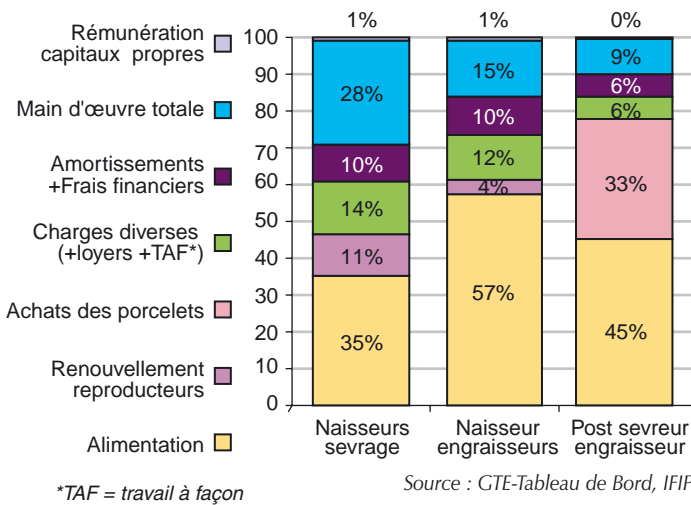
	1/3 des élevages aux coûts les plus bas	Moyenne 2005	1/3 des élevages aux coûts les plus élevés	Moyenne 2004
Alimentation	0,652	0,711	0,781	0,791
Renouvellement des reproducteurs	0,047	0,053	0,060	0,043
Charges diverses *	0,130	0,151	0,166	0,152
Amortissements	0,073	0,092	0,111	0,097
Frais Financiers	0,025	0,036	0,047	0,040
Main d'œuvre totale	0,158	0,192	0,238	0,193
Rémunération des capitaux propres	0,010	0,010	0,010	0,010
Coût de revient total	1,094	1,243	1,414	1,316

* y compris Loyers et travail à façon

Source : GTE-Tableau de Bord, IFIP



Figure 4 : Structure du coût de revient des élevages de porcs français selon les orientations (2005)



20,4 porcelets produits et 15,0 h/truie présente /an en 2004.

Chez les post-sevrageurs-engraisseur, le coût de revient a baissé de 3 % en 2005 par rapport à 2004. Cette amélioration résulte essentiellement de la baisse de 8 % observée sur le coût alimentaire, l'aliment pesant pour 45 % dans le coût de revient total de ces élevages (sans compter la valeur de l'aliment consommé par les reproducteurs et les porcelets avant le sevrage, couverte par le prix d'achat des porcelets).

L'amélioration des coûts moyens ne doit pas occulter la situation encore difficile de nombreux éleveurs.

Une très forte variabilité entre les élevages

L'amélioration des coûts moyens ne doit pas occulter la situation encore difficile de nombreux

éleveurs. Malgré les restructurations en cours et les arrêts progressifs des élevages les plus fragiles, la dispersion autour de la moyenne reste importante. Elle traduit la diversité des situations économiques et de performances dans lesquelles se trouvent les élevages.

Chez les naisseurs-engraisseur, les coûts de revient moyens des deux groupes extrêmes (tiers des élevages triés selon le coût de revient) sont respectivement de 1,094 et de 1,414 euro/kg de carcasse, autour de la valeur moyenne de 1,243 euro, la différence s'élevant donc à 0,32 euro/kg.

Les écarts de charges alimentaires entre ces deux groupes expliquent 41 % du total (Figure 5), résultant à la fois d'une meilleure efficacité alimentaire (-0,14 point d'indice) et d'un prix moyen de l'aliment inférieur (- 9 euro/tonne) dans le groupe de tête. De plus, la productivité de ces élevages est supérieure (+1,3 porc produit/truie/an) ce qui contribue à abaisser le montant des charges fixes rapportées au kilo de carcasse.

Les écarts de charges de main-d'œuvre expliquent 25 % des écarts de coûts, conséquence d'un temps de travail par truie supérieur de 1,2 heure dans le groupe des élevages au coût plus élevé.

Par contre, dans ce groupe, les salaires et charges salariales sont plus faibles, alors la main d'œuvre familiale a un poids plus fort.

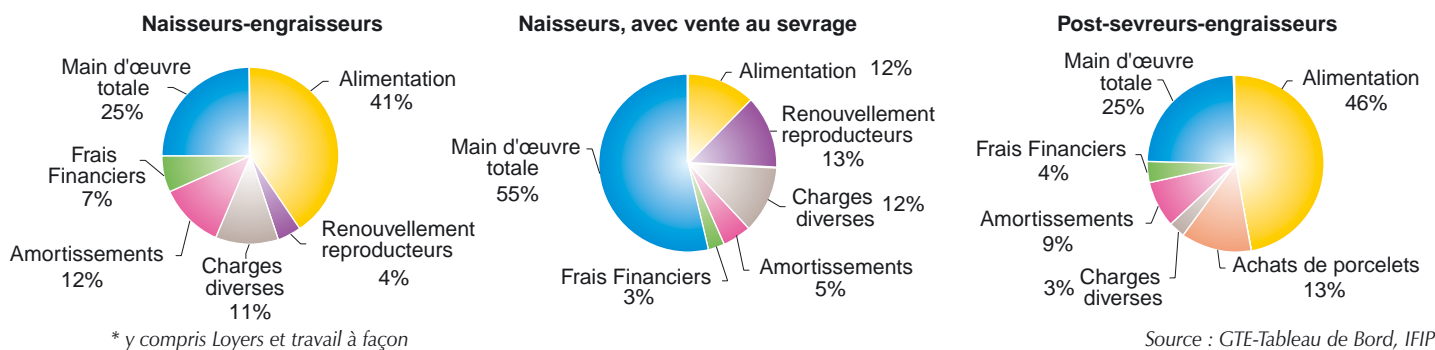
Chez les naisseurs avec vente au sevrage, le coût de revient moyen est de 37,4 euro par porcelet pour un prix de vente moyen de 32,6 euro/porcelet. Entre groupes extrêmes, les coûts varient de 33,4 à 43,0 euro, soit un écart de 9,7 euro. L'écart de charges de main d'œuvre explique à lui seul 55 % de l'écart total, alors que ce poste ne représente que 28 % du coût total.

Chez les post-sevrageurs-engraisseur, le coût de revient moyen est de 1,315 euro/kg de carcasse et le prix de vente moyen de 1,349 euro/kg de carcasse. L'écart de coûts entre groupes extrêmes est de 0,344 euro/kg de carcasse, le coût de revient variant de 1,166 euro à 1,509 euro/kg de carcasse. Cette différence provient essentiellement d'écarts sur le poste aliment (46 %), et dans une moindre mesure sur la main-d'œuvre (25 %). A noter que la main-d'œuvre ne représente ici que 9,3 % du coût de revient.

Des écarts entre les régions françaises

Les régions françaises présentent des écarts entre coûts de revient moyens extrêmes de 16,6 cts

Figure 5 : Origine des écarts de coûts de revient entre groupes extrêmes, par tiers de l'échantillon, triés selon le coût de revient





d'euro/kg de carcasse, chez les naisseurs-engraisseurs. Ces écarts s'expliquent par les écarts de performances techniques, mais aussi par le contexte économique ou sanitaire des élevages.

Les coûts de revient les plus élevés se rencontrent dans les régions du Sud-Ouest et du Massif Central. Les charges alimentaires pèsent pour 60 % du coût de revient total dans ces régions alors qu'en Bretagne ou dans le Centre-Est de la France, elles ne représentent que 55 % du coût total. Cet écart est en relation directe avec des prix moyens d'aliment très différents entre régions : selon la GTE, un écart de 14 à 20 euro/tonne apparaît entre le prix moyen d'aliment dans les régions Sud-Ouest et Massif Central et la moyenne nationale. Les charges diverses les plus importantes sont consommées dans les élevages bretons, essentiellement à cause des dépenses de santé qui atteignent 6,5 cts d'euro par kg de carcasse contre 5,3 en moyenne pour l'ensemble des autres régions françaises.

Les charges d'amortissements et de frais financiers sont plus importantes dans les régions Bretagne et Normandie. Par contre, les charges de main d'œuvre y sont inférieures.

Comparaison des références de coûts de revient en Bretagne

Le Centre d'Economie Rurale des Côtes d'Armor évalue le coût de revient moyen des élevages spécialisés en production porcine de ce département à 1,191 euro/kg de carcasse en 2005. L'échantillon Bretagne du dispositif Tableau de Bord affiche un coût de revient moyen de 1,234 euro/kg de carcasse.

En dehors d'affectations de charges différentes selon les méthodes, les

écarts portent essentiellement sur les postes aliment (0,674 €/kg de carcasse en GTE-TB contre 0,645 dans les résultats du CER 22) et main-d'œuvre (0,175 euro/kg de carcasse contre 0,134). Par ailleurs, les échantillons sont différents par leur localisation en Bretagne (essentiellement dans la partie ouest de la Bretagne en GTE-TB, avec très peu d'élevages dans les Côtes d'Armor) et par les tailles des ateliers 146 truies présentes en GTE-TB contre 180 dans l'échantillon CER. L'échantillon du CER regroupe des élevages plus spécialisés, aux meilleures performances techniques, pratiquant vraisemblablement davantage la fabrication de l'aliment à la ferme.

La rémunération forfaitaire de la main-d'œuvre familiale dans le dispositif GTE-TB est basée sur un taux horaire de 12 euro alors que, dans le dispositif CER, la main d'œuvre familiale est rémunérée forfaitairement à 19 400 €/UTH pour 2400 heures, soit environ 8 euro de l'heure.

Meilleurs résultats économiques et financiers

L'augmentation du produit total d'exploitation ces deux dernières années reflète la reprise, quoique assez timide, des cours après la crise sur la période 2002-2004. Les effets conjugués de la hausse du nombre de kilos produits par truie et par an ainsi que l'amélioration de la TVM sont venus amplifier le phénomène. La courbe (Figure 3) montre que le produit moyen d'exploitation des naisseurs-engraisseurs devient, en 2005, légèrement supérieur au coût de revient moyen, ce qui n'avait pas été le cas depuis 2001 (mais à un autre niveau !). Près de 80 % des élevages ont un coût de revient inférieur au prix

moyen de vente du porc chez les naisseurs-engraisseurs, ce qui signifie aussi que 20 % sont au-dessus.

Une rentabilité diverse selon les types d'élevages

La rentabilité économique¹ a progressé pour les principaux types d'élevage, principalement en raison de la double amélioration de la conjoncture. La situation est plus favorable chez les naisseurs-engraisseurs : la rentabilité moyenne atteint 17 %. Le niveau de rentabilité des post-sevreurs-engraisseurs est intermédiaire à 8 % en 2005. Malgré une amélioration, elle reste négative pour la quatrième année consécutive pour les élevages naisseurs vendant les porcelets au sevrage, -2 %.

Dans tous les cas, les résultats des élevages sont très variables autour de valeurs moyennes. Le montant moyen des immobilisations nettes dans nos échantillons est faible (908 €/truie présente/an en moyenne chez les naisseurs-engraisseurs) par rapport aux montants des investissements. Cela peut traduire un retard d'investissement et donner une vision optimiste de la rentabilité.

Le calcul d'une valeur tendancielle, qui fait abstraction des variations conjoncturelles liées au cycle du porc, permet de mettre en évidence une orientation à la baisse pour tous les types d'élevages. Cependant le niveau moyen et la pente sont différents. Le calcul a été fait sur les 10 dernières années qui correspondent à 2 cycles complets. La pente est faiblement négative pour les naisseurs engraisseurs (-0,28 % par an), un peu plus accentuée pour les post-sevreurs-engraisseurs (-0,35 %), assez forte pour les naisseurs avec vente au sevrage (-1,27 %).

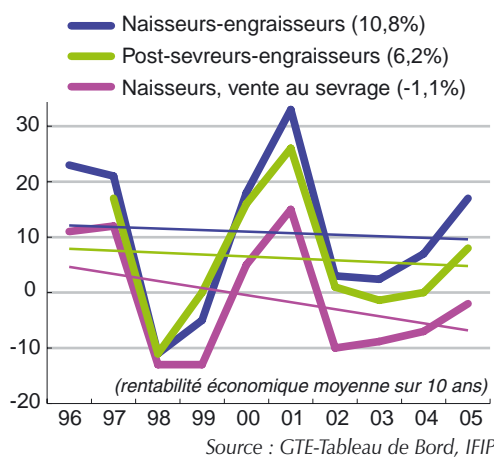
¹ Ici, la rentabilité économique (ou rendement moyen des immobilisations et des stocks) est le rapport du résultat d'exploitation (résultat courant + frais financiers + rémunération des capitaux propres) à l'actif économique (ici, valeur résiduelle des investissements + stocks animaux + stocks aliment). La rentabilité mesure la capacité de l'entreprise à dégager des gains en fonction des capitaux investis.

La rentabilité économique est plus favorable chez les naisseurs-engraisseurs. Malgré une amélioration, elle reste négative pour la quatrième année consécutive pour les élevages naisseurs vendant les porcelets au sevrage.



Le maintien de la rentabilité économique de l'élevage porcin, à moyen et long terme, nécessiterait que 2006 soit sensiblement meilleure que 2005.

Figure 6 : Évolution de la rentabilité économique des élevages selon leur orientation (%)



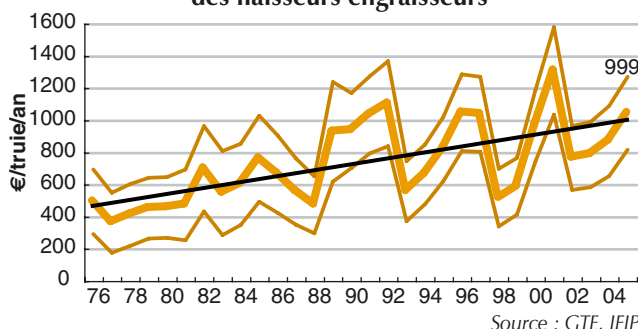
Le revenu horaire du travail s'est fortement amélioré en 2005. Il a doublé chez les post-sevrageurs-engraisseurs atteignant 21,7 €/heure, 25,0 €/heure chez les naisseurs-engraisseurs et 11,6 €/heure chez les naisseurs, vendant les porcelets au sevrage.

La prolificité a augmenté de 0,2 porcelet en un an et atteint 13,6 porcelets nés totaux par portée en 2005.

Marge sur coût alimentaire et renouvellement : vers un optimisme fragile

En 2005, la marge sur coût alimentaire est de 1 043 euro/truie, pour les naisseurs-engraisseurs. Pour la première fois depuis trois ans, elle dépasse très légèrement la valeur tendancielle (appréciée sur l'évolution des 30 dernières années) qui avoisine 1 000 €/truie. Elle atteste

Figure 7 : Évolution de la marge sur coût alimentaire des naisseurs engraisseurs



de l'amélioration des conditions de marché et positionne 2005 comme une année «moyenne». Contrairement à la rentabilité, la tendance de la marge suit une pente ascendante. Cette divergence traduit le fait que les charges autres que l'aliment et le renouvellement augmentent dans l'ensemble plus vite et prennent une part croissante du coût.

Par ailleurs, l'observation sur les dernières années des fluctuations de la marge autour de sa tendance met en évidence un allongement des périodes de crise et une atténuation de l'amplitude de variation des résultats dans le temps.

Les écarts de résultats économiques entre élevages placés dans un même contexte restent très importants : près de 500 euros par truie présente et par an séparent les marges sur coût alimentaire moyennes des naisseurs-engraisseurs des tiers extrêmes.

L'incidence des facteurs techniques est prépondérante dans l'explication de ces écarts : les 2/3 des écarts de marges s'expliquent par les différences de productivité et d'indices de consommation. Dans la conjoncture de 2005, la part relative de la productivité augmente et celle de l'indice se réduit, en raison de l'augmentation du produit et de la baisse du prix de l'aliment.

Des performances techniques encore améliorées en 2005

La productivité moyenne des élevages naisseurs-engraisseurs a progressé de 2,3 porcs en 10 ans, passant de 18,3 porcs produits par truie présente et par an en 1996 à 20,6 en 2005. Cette progression s'explique d'abord par la poursuite de l'amélioration des critères de

reproduction, notamment de la prolificité. Celle-ci a toutefois été contrecarrée par l'augmentation des pertes entre le sevrage et la vente, surtout à la fin des années 90.

Meilleures performances au sevrage...

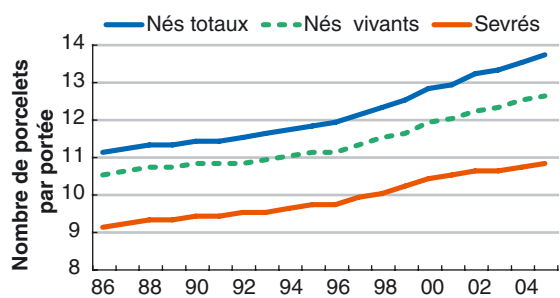
L'augmentation de la productivité au sevrage est régulière depuis dix ans, et a permis de gagner 3,1 porcelets sevrés par truie productive. En 2005, la tendance se maintient avec un gain de 0,2 porcelet par rapport à 2004, donnant 26,4 porcelets sevrés par truie productive et par an. Ce résultat, observé pour les 2 980 élevages ayant participé aux références de GTTT (Gestion Technique des Troupeaux de Truies) en 2005, s'explique par l'augmentation de la taille de la portée sevrée, et également par l'accélération du rythme de reproduction des truies.

Avec 10,8 porcelets sevrés en 2005, la taille de portée bénéficie de 0,1 porcelet de plus au sevrage par rapport à 2004. La prolificité a augmenté de 0,2 porcelet en un an (+1,8 en 10 ans), et atteint 13,6 porcelets nés totaux par portée en 2005. Mais elle reste freinée par l'augmentation des pertes en maternité.

L'accroissement du taux de pertes sur nés totaux est notable pour l'ensemble des élevages, puisqu'il atteint en moyenne 21,1 % (+1,4 % en 2005), mais s'élève aussi à 19,1% (+2,1 %) pour les 33 % de meilleurs élevages triés selon la productivité. Les élevages doivent aujourd'hui gérer des prolificités élevées, de 14 porcelets nés totaux en moyenne, avec une proportion croissante de porcelets chétifs qui viennent gonfler les taux de pertes et ne permettent pas de répercuter totalement les effets de l'hyperprolificité au



Figure 8 : Évolution de la taille de portée



Source : GTTT, IFIP

sevrage. Néanmoins, les éleveurs les plus performants maîtrisent aujourd'hui l'hyperprolificité, puisque leurs niveaux de pertes en maternité restent bas (17,2 % et 15,2 % respectivement pour les 10 % et les 1 % meilleurs élevages triés sur la productivité), avec des tailles de portée à la naissance de plus de 14 porcelets (respectivement 14,1 et 14,5 nés totaux).

Par ailleurs, le rythme s'accélère encore entre deux mises bas puisque l'intervalle entre mises bas (IMB) a diminué, sous l'effet conjoint de la diminution de l'âge au sevrage et de la réduction de l'intervalle sevrage-saillie fécondante (ISSF), lequel atteint 8,7 jours (-0,2 jour par rapport à 2004 et -1,7 jour en 10 ans).

Au niveau régional, les résultats sont très hétérogènes, avec une productivité variant de plus de 3 porcelets sevrés par truie productive et par an entre les extrêmes (23,8 sevrés par truie productive en Provence Côte d'Azur et 27,0 pour la Bretagne ou la Haute Normandie). Par ailleurs, certaines régions disposent de productivités comparables, notamment l'Alsace et la Basse Normandie avec respectivement 26,4 et 26,2 porcelets sevrés par truie productive et par an, mais leurs profils techniques sont différents : une taille de portée inférieure à la moyenne pour la première (12,9 porcelets nés totaux) mais un taux de pertes sur nés totaux maîtrisé (seulement

14,6 %), contre une prolificité plus élevée pour la seconde (14,0 nés totaux) mais un niveau de pertes en maternité plus élevé (22,9 %).

... et maintien après le sevrage

La productivité observée au sevrage ne se retrouve pas totalement en fin d'engraissement, en raison des taux de pertes entre le sevrage et la vente.

La forte progression des taux de pertes et saisies, en particulier depuis 1992-93 est très liée à la dégradation de la situation sanitaire des élevages et à l'émergence de nouvelles pathologies : SDRP en 1991-92 et MAP en 1997-98. Depuis 2000, l'évolution était contenue, et en 2005, pour la deuxième année consécutive, le taux de pertes sevrage-vente baisse. Dans le même temps, l'interdiction des facteurs de croissance, mise en place progressivement depuis 1997, devrait amener les éleveurs à accorder encore plus d'importance au respect de techniques plus rigoureuses.

La même évolution s'est produite en Bretagne, où les taux de pertes étaient supérieurs et dépassaient 8 %, du sevrage à la vente. Les niveaux actuels sont équivalents à ceux observés sur l'ensemble du réseau national.

Les performances de croissance conservent un niveau stable

Les maternités collectives

Les maternités collectives sont présentes dans le dispositif GTTT, avec un groupe de 47 élevages en 2005. Ces élevages constituent des unités importantes puisque leur taille moyenne avoisine les 600 truies présentes, sevrant 1292 portées en moyenne, soit plus du triple des élevages de la moyenne nationale. Ces élevages spécialisés disposent de bonnes performances techniques, avec une productivité de 27,1 porcelets sevrés par truie productive et par an.

depuis 1998, notamment autour d'une barre à 760 grammes/jour en engraissement chez les naisseurs-engraisseurs.

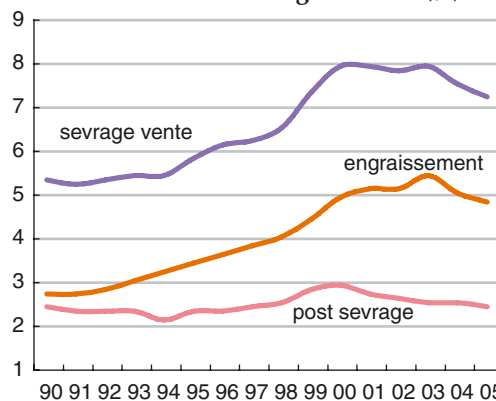
L'efficacité alimentaire, mesurée par les indices de consommation, ne présente guère plus d'évolution depuis 1998. Une légère amélioration en engraissement est cependant décelable en 2005, avec un indice standardisé entre 30 et 115 kg qui est passé de 2,94 à 2,91.

Cette amélioration des indices reste à confirmer dans les périodes à venir, notamment en vue de son éventuelle liaison avec la mise en place de verrats plus conformés, reconnus pour leurs performances d'indices.

L'alourdissement des porcs vendus est une voie retenue par les éleveurs pour augmenter le produit, d'autant plus intéressante

La productivité observée au sevrage ne se retrouve pas totalement en fin d'engraissement en raison des taux de pertes entre le sevrage et la vente.

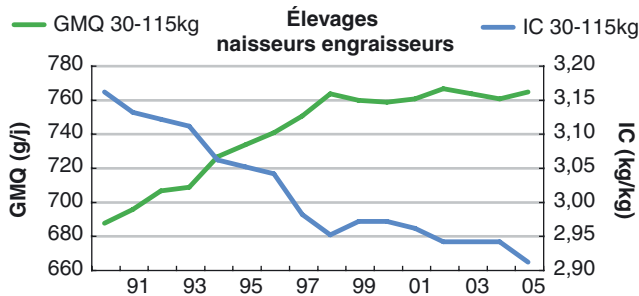
Figure 9 : Évolution des taux de pertes et saisies entre sevrage et vente (%)



Source : GTE, IFIP



Figure 10 : Évolution de la croissance (GMQ) et de l'efficacité alimentaire (indice de consommation)



Source : GTE, IFIP

que le ratio prix du porc / prix de l'aliment devient plus favorable. Depuis 2000, le poids moyen des carcasses a progressé de 3,4 kg, soit une augmentation de 4,4 kg de poids vif. Cette évolution a des conséquences sur les performances techniques : en augmentant la durée de présence des animaux dans l'élevage de 5 jours en moyenne, elle accroît la surcharge des bâtiments. Ceci pourrait constituer une voie d'explication à la stagnation des croissances observée en GTE.

L'amélioration des cours du porc en 2005 se traduit par un retour à une situation financière plus saine avec une baisse du taux d'endettement par rapport à 2004, néanmoins celui-ci reste élevé.

En perspectives

Les marchés

Prix du porc en progression

Au premier trimestre 2006, le prix du porc a progressé de 2 % par rapport à son niveau de la même période de 2005. L'équilibre du marché européen a bénéficié d'une offre modérée et d'un courant d'échanges satisfaisant vers les pays-tiers. La consommation est en revanche restée assez peu porteuse. L'apparition de cas de peste aviaire a eu un impact négatif sérieux sur la demande de viande de volailles, qui semble avoir peu profité au porc.

Le deuxième trimestre s'est ensuite clos sur une forte reprise des cours, tirés par une demande soutenue et des disponibilités étroites, avec

* NEM : nouveaux états membres

une progression moyenne de 9 % sur la même période de 2005.

Selon les données les plus récentes, la production porcine de l'UE à 25 devrait augmenter faiblement sur l'ensemble de l'année 2006, de 1,2 % en nombre de têtes. La production des NEM* regagnerait le terrain perdu en 2005, en hausse de 4,5 %, avec une progression de 9 % en Pologne. La hausse attendue pour l'Union à 15 serait de 0,6 % seulement. La production française connaîtrait un nouvel effritement (-0,7 %).

Les perspectives d'une production européenne modérée, d'une demande intérieure mieux orientée et du maintien d'un bon courant d'échanges vers les pays-tiers permettent d'atteindre des niveaux de prix proches ou légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier au deuxième semestre.

L'année 2006 se solderait ainsi par une progression des cours de près de 4 %.

Aliment : légère appréciation

La progression du prix de l'aliment, de 2 à 3 % en moyenne, limiterait en 2006 l'impact de la revalorisation du prix du porc sur les résultats des élevages.

Au premier semestre 2006, les prix des céréales ont repris du terrain, surtout en fin de campagne. Les effets haussiers sur le prix de l'aliment ont été toutefois très largement tempérés par le repli des cours des tourteaux.

Le prix de l'aliment pourrait légèrement progresser au deuxième semestre. Les prix des céréales pour les récoltes 2006 sont en effet en hausse par rapport à l'an passé. L'équilibre du marché mondial des oléagineux s'annonce moins

favorable aux acheteurs, dans un contexte de matières premières chères (céréales, métaux et énergie surtout). La bonne valorisation des huiles végétales (demande de biocarburants) continuerait de modérer l'évolution du cours des tourteaux. La vigueur de la demande mondiale et les risques climatiques pourraient toutefois soutenir les prix au cours des prochains mois.

Au cœur de l'été, cette année encore, l'orientation de la parité euro/dollar constitue un facteur d'incertitude majeur. Ces prochains mois, elle influencera les marchés, de l'alimentation animale et des viandes.

Situation financière des élevages de porc : remettre à flot la trésorerie et investir

Les variations annuelles des revenus des exploitations, au gré des fluctuations des prix du porc et de l'aliment principalement, ont un impact fort sur leur situation financière, trésorerie, taux d'endettement et capacité d'investissement.

L'amélioration des cours du porc en 2005 se traduit par un retour rapide à une situation financière plus saine avec une baisse 9 points du taux d'endettement par rapport à 2004. Mais celui-ci reste élevé, 79 % en moyenne dans les Côtes d'Armor en 2005 (CER 22). La part, croissante ces dernières années, des dettes à court terme, 19 % en 2003 vs 12 % en 2002 (Cogédis), plus coûteuses pour l'entreprise, recule aussi.

Depuis 1998, même si 2005 a été meilleure que 2003 et 2004 et que 2006 a bien démarré, seule l'année 2001 a été réellement bonne en terme de cours du porc. Cette conjoncture ne permet pas aux



éleveurs de renflouer leurs trésoreries suffisamment et durablement pour, d'une part mettre de côté en prévision de la prochaine crise et, d'autre part, investir pour maintenir les performances de leur outil de production. Les amortissements sont stables depuis 2001, reflétant un ralentissement des investissements, notamment productifs. Ainsi, dans les Côtes d'Armor, de plus de 400 euro par truie et par an sur 1990-1992, l'investissement en bâtiments et matériel est tombé à environ 170 euro par truie et par an ces trois dernières années (CER 22, 2006).

Les effets de la crise se font sentir sur les structures d'élevage. D'une part, les bâtiments vieillissent et ne sont pas adaptés à l'évolution des performances (Roguet et al., 2005). Avec des bâtiments parfois surchargés et peu fonctionnels, le contexte sanitaire pèse et les performances stagnent, prémisses d'une perte de compétitivité de la production porcine

française si les investissements ne repartent pas.

D'autre part, les exploitants subissent différemment cette longue période de crise selon leur santé financière. En 2002, l'endettement variait de 43 % à 110 % entre les quarts inférieur et supérieur des exploitations bretonnes spécialisées en production porcine classées selon ce critère (CER, 2004). En 2005, un éleveur sur cinq est endetté à plus de 100 % (1 sur 3 en 2004). Face à l'absence de réelle embellie des cours depuis 2001, les éleveurs les plus en difficulté doivent cesser leur activité ; leurs capacités de production alimentent l'agrandissement d'élevages plus compétitifs. La restructuration s'engage et on peut s'attendre à une évolution notable des structures des élevages porcins.

Cette adaptation est indispensable, car le décalage continue de s'accroître entre les performances des élevages de production et le

potentiel génétique des reproducteurs fournis. Il faut contenir les pertes qui ne cessent de progresser en maternité. Les bâtiments et les conduites doivent s'adapter pour sevrer et engraisser correctement les porcelets supplémentaires. Sinon, la surcharge des bâtiments entraînera une détérioration des performances de croissance et d'indices, ce qui réduira encore l'exploitation du progrès génétique dans les élevages de production.

Malgré la hausse de 2005 et 2006, la pression sur le prix du porc restera forte dans l'avenir, en raison de la concurrence. L'année 2005, même considérée comme bonne, est loin derrière les grands millésimes (1996, 1997, 2001). L'amélioration des performances techniques et la recherche permanente d'économies sur les charges resteront des conditions indispensables au maintien et à l'amélioration des revenus en production porcine. ■

Malgré la hausse de 2005 et 2006, la pression sur le prix du porc restera forte dans l'avenir, en raison de la concurrence.

L'année 2005, même considérée comme bonne est loin derrière les grands millésimes (1996, 1997, 2001).

Contact :

brigitte.badouard@ifip.asso.fr

Références bibliographiques

L'ensemble des références sur les élevages commentées dans ce texte est disponible sur le site de l'IFIP, à l'adresse www.ifip.asso.fr, en rubrique « chaînes de gestion », « les résultats ». En plus des dernières références calculées, il donne accès à des rétrospectives sur les principales séries.

- Centre d'Économie Rurale des Côtes d'Armor, 2006. Observatoire économique des exploitations agricoles spécialisées des Côtes-d'Armor. 22 pages. Édition 2006.
- Centre d'Économie Rurale, 2004. Observatoire économique de la production porcine. Période 2000 à 2002. Étude financée par l'Ofival, avril 2004, 141 pages.
- Cogédis, 2005. Résultats 2004-2005 des producteurs de porcs. Optimum Porc 2005.
- Douguet, Georges, 2006. Production porcine : retour à une conjoncture favorable. SVP Info conseil. Journal trimestriel d'information du CER des Côtes d'Armor, avril 2006, N°139.
- Gourmelen, Claudie, 2006, Les résultats 2005 des élevages, retour à la moyenne, Baromètre Porc, mai 2006, n° 353, IFIP éditions
- IFIP 2006, Le porc par les Chiffres 2006, IFIP éditions, 52 p.
- IFIP 2006, Porc Performances 2005 (édition 2006), IFIP éditions, 43 p.
- IFIP, 2006, Le Marché de l'Aliment Porc, supplément à Baromètre Porc, septembre 2006, n°357, IFIP éditions
- IFIP, 2006, Le Marché du Porc, supplément à Baromètre Porc, avril 2006, n°352, IFIP éditions
- Roguet, Christine, Massabie, Patrick, Rieu, Michel, 2005. Adapter les structures d'élevages pour exprimer le potentiel technique et génétique., 8^{ième} Journée régionale Porc, Loudéac 30 novembre 2005, Chambres d'agriculture de Bretagne.